

***Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement***

**Conseil d'administration
Séance du 11 janvier 2022**

Délibération n°4.2.4

Le 11 janvier 2022, le conseil d'administration de l'institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 31

Nombre de présents : 23

Membres représentés (procuration) : 7

Quorum : 16

Point 4 – Gouvernance

Délibération 4.2.4 complémentaire maintenant les critères d'attribution 2021/2022 d'allocation de la prime pour charge administrative aux enseignants-chercheurs titulaires et personnels assimilés au sein de l'Institut Agro Dijon

Visa :

Vu le décret n°2021-1723 du 20 décembre 2021 portant intégration de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (AgroSup Dijon) à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (L'institut Agro).

Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement ;

Vu le décret n°93-597 du 26 mars 1993 instituant une prime de charges administratives en faveur de certains personnels de l'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'agriculture ;

Vu l'avis favorable du conseil des enseignants d'AgroSup Dijon consulté du 11 mai 2021 ;

Vu l'avis favorable du conseil d'administration d'AgroSup Dijon consulté du 10 juin 2021;

Exposé des motifs :

Compte tenu, de l'intégration de l'Institut Agro Dijon au 1er janvier 2022, la directrice générale arrête, après avis du conseil d'administration la liste des fonctions pouvant ouvrir droit au bénéfice de la prime pour charges administratives (PCA) pour cette nouvelle école. Cette dernière peut être attribuée aux enseignants-chercheurs titulaires et personnels assimilés qui exercent une responsabilité administrative ou prennent la responsabilité d'une mission temporaire définie par l'établissement et dont la durée ne peut être inférieure à 1 an.

Pour l'année universitaire 2021-2022, et pour permettre la mise en œuvre de la prime pour charge administrative il est proposé de confirmer la liste des fonctions permettant le bénéfice de cette prime et les modalités d'application telles que validées par AgroSup Dijon et qui avait l'objet d'une approbation par le conseil des enseignants d'AgroSup Dijon et son conseil d'administration d'AgroSup Dijon du 10 juin 2021.

Les fonctions soumises à l'approbation du conseil d'administration pour l'Institut Agro Dijon sont jointes en annexe.

Un travail d'harmonisation des fonctions pouvant bénéficier de la prime pour charge administrative au sein de l'Institut sera engagé prochainement. Il s'agit d'un des chantiers identifié dans le cadre de la feuille de route de construction de l'Institut Agro et en lien avec le travail de fond à mener sur le référentiel équivalent horaires des enseignants-chercheurs.

ADOPTÉ : à 29 voix pour
 à 0 voix contre
 à 1 voix abstention

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 11 janvier 2022, approuve, pour l'année universitaire 2021-2022 les fonctions et critères d'attribution de la prime pour charge administrative aux enseignants-chercheurs titulaires et personnels assimilés définies en annexe pour l'Institut Agro Dijon.

Fait à Paris, le 11 janvier 2022

Le Président du Conseil d'administration

Dominique Chargé

Signature D. Chargé

Annexe 1 : fonction ouvrant droit à la prime pour Charge Administrative à l'Institut Agro Dijon

Fonction	Taux maximum
Direction générale adjointe	192 %
Direction scientifique	150 %
Direction d'un département	100%

Les paiements se font au prorata temporis de la responsabilité exercée. Le taux 100 est calculé sur la base de 100 Heures Equivalent Travaux Dirigés x par le coût du TD, actuellement fixé à 41.41 € soit 4 141.00 €.

La PCA peut être attribuée aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés ainsi qu'à certains personnels enseignants affectés dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du MAA et du MESRI